

Journal officiel

des

Communautés européennes

15^e année n° L 86

12 avril 1972

Édition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CEE) n° 726/72 de la Commission, du 11 avril 1972, fixant les prélèvements applicables aux céréales, aux farines et au gruau et semoules de froment ou de seigle	1
Règlement (CEE) n° 727/72 de la Commission, du 11 avril 1972, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt	3
Règlement (CEE) n° 728/72 de la Commission, du 11 avril 1972, modifiant le correctif applicable à la restitution pour les céréales	5
Règlement (CEE) n° 729/72 de la Commission, du 11 avril 1972, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut	6
Règlement (CEE) n° 730/72 de la Commission, du 11 avril 1972, fixant les prix moyens à la production dans le secteur du vin	7
Règlement (CEE) n° 731/72 de la Commission, du 11 avril 1972, fixant les prélèvements dans le secteur de l'huile d'olive	9
Règlement (CEE) n° 732/72 de la Commission, du 11 avril 1972, déterminant les montants des éléments mobiles rectifiés applicables, à compter du 14 avril 1972, à l'importation dans la Communauté de certaines marchandises relevant du règlement (CEE) n° 1059/69	11

Rectificatifs

Rectificatif à la résolution du Conseil, du 17 décembre 1970, concernant les modalités d'adoption de programmes de recherches et d'enseignement (JO n° L 16 du 20.1.1971)	19
Rectificatif au règlement (CEE) n° 685/72 de la Commission, du 4 avril 1972, concernant une adjudication permanente pour la détermination de la restitution à l'exportation pour le sucre blanc (JO n° L 81 du 5.4.1972)	19

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 726/72 DE LA COMMISSION**du 11 avril 1972****fixant les prélèvements applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules
de froment ou de seigle**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13
juin 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾,
et notamment son article 13 paragraphe 5,

considérant que les prélèvements applicables à
l'importation des céréales, des farines de blé et de
seigle et des gruaux et semoules de blé ont été fixés
par le règlement (CEE) n° 1679/71 ⁽³⁾ et tous les
règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que l'application des modalités rappelées
dans le règlement (CEE) n° 1679/71 aux prix
d'offre et aux cours de ce jour dont la Commission a

eu connaissance, conduit à modifier les prélèvements
actuellement en vigueur comme il est indiqué à
l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à percevoir à l'importation des
produits visés à l'article 1^{er} sous a), b) et c) du
règlement n° 120/67/CEE sont fixés au tableau en
annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 12 avril
1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 avril 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSOLT

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° L 172 du 31. 7. 1971, p. 61.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 11 avril 1972, fixant les prélèvements applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Unités de compte par tonne
10.01 A	Froment tendre et méteil	59,74
10.01 B	Froment dur	64,79 ⁽¹⁾ (⁵)
10.02	Seigle	55,16 ⁽⁶⁾
10.03	Orge	38,12
10.04	Avoine	47,65
10.05 A	Maïs hybride destiné à l'ensemencement	42,52 ⁽²⁾ (³)(⁴)
10.05 B	autre maïs	42,52 ⁽³⁾ (⁴)
10.07 A	Sarrasin	4,63
10.07 B	Millet	26,63
10.07 C	Graines de sorgho	40,85
10.07 D	autres céréales	0 ⁽⁵⁾
11.01 A	Farine de froment (blé) et de méteil	101,12
11.01 B	Farine de seigle	87,70
11.02 A I a	Gruaux et semoules de froment (blé dur)	109,94
11.02 A I b	Gruaux et semoules de froment (blé tendre)	108,26

⁽¹⁾ Pour le froment dur, originaire du Maroc et transporté directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,50 UC/t.

⁽²⁾ Au plus 4 % de la valeur en douane.

⁽³⁾ Pour le maïs originaire des EAMA ou des PTOM, importé dans les départements d'outre-mer de la République française, le prélèvement est diminué de 6 UC/t.

⁽⁴⁾ Pour le maïs originaire de Tanzanie, d'Ouganda et du Kenya, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 1,00 UC/t.

⁽⁵⁾ Pour le froment et l'alpiste produits en Turquie et directement transportés de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,50 UC/t.

⁽⁶⁾ Le prélèvement perçu à l'importation de seigle produit en Turquie et directement transporté de ce pays dans la Communauté est défini par les règlements (CEE) n° 1234/71 du Conseil et n° 2019/71 de la Commission.

RÈGLEMENT (CEE) N° 727/72 DE LA COMMISSION

du 11 avril 1972

fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13
juin 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾,
et notamment son article 15 paragraphe 6,

considérant que les primes s'ajoutant aux prélève-
ments pour les céréales et le malt ont été fixées par le
règlement (CEE) n° 1680/71 ⁽³⁾ et tous les
règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix
caf d'achat à terme de ce jour, les primes s'ajoutant

aux prélèvements actuellement en vigueur doivent
être modifiées conformément aux tableaux annexés
au présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le barème des primes qui s'ajoutent aux prélève-
ments fixés à l'avance pour les importations de
céréales et de malt, visé à l'article 15 du règlement
n° 120/67/CEE, est fixé comme indiqué aux
tableaux annexés au présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 12 avril
1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 avril 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSOLT

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° L 172 du 31. 7. 1971, p. 63.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 11 avril 1972, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt

A. Céréales ⁽¹⁾

(UC / tonne)					
Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Courant 4	1 ^{er} term. 5	2 ^e term. 6	3 ^e term. 7
10.01 A	Froment tendre et méteil	0	0,50	0,50	0,35
10.01 B	Froment dur	0	1,55	1,55	1,55
10.02	Seigle	0	1,00	1,00	1,00
10.03	Orge	0	9,80	9,80	10,95
10.04	Avoine	0	0	0	0
10.05 A	Maïs hybride destiné à l'ensemencement	0	0	0	0
10.05 B	autre maïs	0	0	0	0
10.07 A	Sarrasin	0	0	0	0
10.07 B	Millet	0	0	0	0
10.07 C	Graines de sorgho	0	1,50	1,50	1,60
10.07 D	Non dénommés	0	0	0	0

(¹) La durée de validité du certificat est limitée à 30 jours, conformément au règlement (CEE) n° 2196/71 (JO n° L 231 du 14. 10. 1971, p. 28).

B. Malt

(UC / 100 kg)						
Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Courant 4	1 ^{er} term. 5	2 ^e term. 6	3 ^e term. 7	4 ^e term. 8
11.07 A I (a)	Malt de froment (blé), non torréfié, présenté sous forme de farine	0	0,089	0,089	0,062	0,062
11.07 A I (b)	Malt de froment (blé), non torréfié, présenté autrement que sous forme de farine	0	0,067	0,067	0,047	0,047
11.07 A II (a)	Malt autre que de froment (blé), non torréfié, présenté sous forme de farine	0	1,744	1,744	1,949	1,949
11.07 A II (b)	Malt autre que de froment (blé), non torréfié, présenté autrement que sous forme de farine	0	1,303	1,303	1,456	1,456
11.07 B	Malt torréfié	0	1,519	1,519	1,697	1,697

RÈGLEMENT (CEE) N° 728/72 DE LA COMMISSION
du 11 avril 1972
modifiant le correctif applicable à la restitution pour les céréales

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement n° 120/67/CEE du Conseil, du 13
juin 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾,
et notamment son article 16 paragraphe 2 quatrième
alinéa deuxième phrase,

considérant que le correctif applicable à la restitution
pour les céréales a été fixé par le règlement (CEE)
n° 702/72 ⁽³⁾ et tous les règlements ultérieurs qui
l'ont modifié ;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix
caf d'achat à terme de ce jour et compte tenu de
l'évolution prévisible du marché pour le blé tendre, il

est nécessaire de modifier le correctif applicable à la
restitution pour les céréales, actuellement en vigueur,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le correctif applicable aux restitutions fixées à
l'avance pour les exportations de céréales, visé à
l'article 16 paragraphe 4 du règlement n° 120/67/
CEE, est modifié conformément au tableau annexé
au présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 12 avril
1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 avril 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

⁽¹⁾ JO n° 117 du 19. 6. 1967, p. 2269/67.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° L 83 du 7. 4. 1972, p. 5.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 11 avril 1972, modifiant le correctif applicable à la
restitution pour les céréales

(UC / tonne)					
Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Courant 4	1 ^{er} term. 5	2 ^e term. 6	3 ^e term. 7
10.01 A	Froment tendre et méteil	0	0	0	0
10.01 B	Froment dur	0	0	0	0
10.02	Seigle	0	0	0	0
10.03	Orge	0	0	0	0
10.04	Avoine	0	0	0	0
10.05 B	autre maïs	0	0	0	0
10.07 B	Millet	0	0	0	0
10.07 C	Graines de sorgho	0	0	0	0

RÈGLEMENT (CEE) N° 729/72 DE LA COMMISSION

du 11 avril 1972

fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement n° 1009/67/CEE du Conseil, du 18
décembre 1967, portant organisation commune des
marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CEE) n° 607/72 ⁽²⁾,
et notamment son article 14 paragraphe 7,

considérant que les prélèvements applicables à
l'importation de sucre blanc et de sucre brut ont été
fixés par le règlement (CEE) n° 1387/71 ⁽³⁾ et tous
les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que l'application des règles et modalités
rappelées dans le règlement (CEE) n° 1387/71 aux

données dont la Commission dispose actuellement
conduit à modifier les prélèvements actuellement en
vigueur comme il est indiqué à l'annexe du présent
règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements visés à l'article 14 paragraphe 1 du
règlement n° 1009/67/CEE sont, pour le sucre brut
de la qualité type et le sucre blanc, fixés comme
indiqué à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 12 avril
1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 avril 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSCHOLT

⁽¹⁾ JO n° 308 du 18. 12. 1967, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 75 du 28. 3. 1972, p. 4.

⁽³⁾ JO n° L 145 du 1. 7. 1971, p. 37.

ANNEXE

(UC / 100 kg)		
Numéro du tarif douanier commun	Désignation de la marchandise	Montant du prélèvement
17 01	Sucres de betterave et de canne, à l'état solide :	
	A. dénaturés :	
	I. sucre blanc	8,92
	II. sucre brut	7,01 ⁽¹⁾
	B. non dénaturés :	
	I. sucre blanc	8,92
	II. sucre brut	7,01 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Le présent montant est applicable au sucre brut d'un rendement de 92 %. Si le rendement du sucre brut importé s'écarte de 92 %, le montant du prélèvement applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement (CEE) n° 837/68.

RÈGLEMENT (CEE) N° 730/72 DE LA COMMISSION

du 11 avril 1972

fixant les prix moyens à la production dans le secteur du vin

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement (CEE) n° 816/70 du Conseil, du 28
avril 1970, portant dispositions complémentaires en
matière d'organisation commune du marché viti-
vinicole ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement
(CEE) n° 2722/71 ⁽²⁾, et notamment son article 4
paragraphe 1,

considérant que, en vertu de l'article 4 du règlement
(CEE) n° 816/70, un prix moyen à la production
doit être fixé pour chaque type de vin pour lequel un
prix d'orientation est fixé ; que ce prix doit être fixé
sur la base de toutes les données disponibles, pour
chaque place de commercialisation du type de vin en
cause ;

considérant que les places de commercialisation des
vins de table sont déterminées au règlement (CEE)
n° 1020/70 de la Commission, du 29 mai 1970,
concernant la constatation des cours et la fixation
des prix moyens pour les vins de table ⁽³⁾, modifié
par le règlement (CEE) n° 1184/70 ⁽⁴⁾ ;

considérant que, aux termes de l'article 10 du
règlement (CEE) n° 1020/70, le prix moyen doit
être fixé sur la base de la moyenne des cours
communiqués en tenant compte notamment de leur
représentativité, des appréciations des États mem-

bres, du titre alcoométrique et de la qualité de vins
de table ayant fait l'objet des transactions ;

considérant que la communication des cours par les
États membres et les informations s'y rapportant
sont précisées au règlement (CEE) n° 1020/70 ; que
dans le cas où, pour une place de commercialisa-
tion, les informations ne sont pas disponibles, le prix
moyen de la semaine précédente doit être reconduit ;

considérant que le prix moyen du type de vin en
cause doit être fixé selon le cas au degré/hl ou à l'hl ;
que cette fixation doit intervenir chaque mardi ; que
lorsque le mardi est un jour férié le prix moyen doit
être fixé le prochain jour ouvrable ;

considérant que l'application des règles rappelées ci-
dessus aux données dont la Commission dispose
actuellement conduit à fixer le prix moyen comme il
est indiqué à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prix moyens visés à l'article 4 paragraphe 1 du
règlement (CEE) n° 816/70 sont fixés à l'annexe du
présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 12 avril
1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 avril 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSHOLT

⁽¹⁾ JO n° L 99 du 5. 5. 1970, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 118 du 1. 6. 1970, p. 16.

⁽⁴⁾ JO n° L 138 du 25. 6. 1970, p. 15.

ANNEXE**Prix moyens des types de vin de table sur les différentes places de commercialisation**

Type	UC par degré/hl	Type	UC par degré hl
R I		A I	
Béziers	1,215	Bordeaux	1,309
Montpellier	1,230	Montpellier	pas de cotation
Narbonne	1,297	Nantes	1,278
Nîmes	pas de cotation	Cagliari	pas de cotation
Perpignan	pas de cotation	Lecce	pas de cotation
Asti	1,373	Ravenna (Lugo, Faenza)	pas de cotation
Lecce	pas de cotation	Rome	1,216
Pescara	1,200	Trapani (Alcamo)	1,056
Reggio Emilia	1,268	Treviso	1,384
Treviso	1,280		
Verona (pour les vins locaux)	1,296		UC/hl
R II		A II	
Bari	1,200	Rheinfalz (Oberhaardt)	33,47
Barletta	1,240	Rheinhessen (Hügelland)	36,88
Cagliari	1,280	La région viticole de la Moselle luxem- bourgeoise	39,00
Lecce	1,176		
Taranto	pas de cotation		
	UC/hl	A III	
R III		Mosel	40,98
Rheinfalz	pas de cotation	Rheingau	49,18
Rheinhessen (Hügelland)	pas de cotation	La région viticole de la Moselle luxem- bourgeoise	pas de cotation

RÈGLEMENT (CEE) N° 731/72 DE LA COMMISSION

du 11 avril 1972

fixant les prélèvements dans le secteur de l'huile d'olive

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22
septembre 1966, portant établissement d'une organi-
sation commune des marchés dans le secteur des
matières grasses ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le
règlement (CEE) n° 2727/71 ⁽²⁾, et notamment son
article 13 paragraphe 4,

vu le règlement n° 162/66/CEE du Conseil, du 27
octobre 1966, relatif aux échanges de matières
grasses entre la Communauté et la Grèce ⁽³⁾, et
notamment son article 3 paragraphe 4 et son
article 9,

vu le règlement (CEE) n° 443/72 du Conseil, du 29
février 1972, relatif aux prélèvements applicables à
l'huile d'olive ayant subi un processus de raffinage,
ainsi qu'à certains produits contenant de l'huile d'o-
live ⁽⁴⁾, et notamment son article 9,

vu le règlement (CEE) n° 2165/70 du Conseil, du 27
octobre 1970, relatif aux importations des huiles
d'olive de Tunisie ⁽⁵⁾, modifié par le règlement
(CEE) n° 2277/71 ⁽⁶⁾, et notamment son article 5,

vu le règlement (CEE) n° 463/71 du Conseil, du
1^{er} mars 1971, relatif aux importations des huiles

d'olive du Maroc ⁽⁷⁾, modifié par le règlement
(CEE) n° 2277/71, et notamment son article 5,

considérant que les prélèvements applicables dans le
secteur de l'huile d'olive ont été fixés par le
règlement (CEE) n° 662/72 de la Commission, du
29 mars 1972, fixant les prélèvements dans le secteur
de l'huile d'olive ⁽⁸⁾ et tous les règlements ultérieurs
qui l'ont modifié ;

considérant que l'application des règles et modalités
rappelées dans le règlement (CEE) n° 662/72 aux
prix d'offre dont la Commission a eu connaissance
conduit à modifier les prélèvements actuellement en
vigueur comme indiqué au tableau annexé au présent
règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements visés à l'article 13 du règlement n°
136/66/CEE, à l'article 3 du règlement n° 162/66/
CEE, à l'article 9 du règlement (CEE) n° 443/72, à
l'article 5 du règlement (CEE) n° 2165/70 et à l'article
5 du règlement (CEE) n° 463/71 sont fixés au tableau
annexé au présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 12 avril
1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 avril 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSOLT

⁽¹⁾ JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.

⁽²⁾ JO n° L 282 du 23. 12. 1971, p. 8.

⁽³⁾ JO n° 197 du 29. 10. 1966, p. 3393/66.

⁽⁴⁾ JO n° L 54 du 3. 3. 1972, p. 3.

⁽⁵⁾ JO n° L 238 du 29. 10. 1970, p. 4.

⁽⁶⁾ JO n° L 241 du 27. 10. 1971, p. 2.

⁽⁷⁾ JO n° L 53 du 5. 3. 1971, p. 9.

⁽⁸⁾ JO n° L 79 du 1. 4. 1972, p. 37.

ANNEXE

**Prélèvements applicables aux importations effectuées à partir du 12 avril 1972
en UC/100 kg**

Numéro du tarif douanier commun	Produits entièrement obtenus dans l'un de ces pays et transportés directement de l'un de ces pays dans la Communauté			Produits qui ne sont pas entière- ment obtenus en Grèce ou ne sont pas transportés directement de ce pays dans la Communauté	Pays tiers
	Grèce	Maroc	Tunisie		
07.01 N II	0	0	0	0	0
07.03 A II	0	0	0	0	0
15.07 A I a)	0	0	0	3,200	3,200
15.07 A I b)	0	0	0	6,000	6,000
15.07 A II	0	0 ⁽¹⁾	0 ⁽¹⁾	0	0 ⁽²⁾
15.17 A I	0	0	0	0	0
15.17 A II	0	0	0	0	0
23.04 A	0	0	0	0	0

⁽¹⁾ Le prélèvement perçu à l'importation de ce produit est défini par les règlements (CEE) n°s 2165/70 et 463/71 du Conseil et les règlements (CEE) n°s 2495/71 et 2697/71 de la Commission.

⁽²⁾ Le prélèvement perçu à l'importation de l'huile d'olive autre que celle ayant subi un processus de raffinage, entièrement obtenue en Espagne ou en Turquie et transportée directement de l'un de ces pays dans la Communauté, est défini par les règlements (CEE) n°s 2164/70 et 1235/71 du Conseil.

RÈGLEMENT (CEE) N° 732/72 DE LA COMMISSION
du 11 avril 1972

déterminant les montants des éléments mobiles rectifiés applicables, à compter du 14 avril 1972, à l'importation dans la Communauté de certaines marchandises relevant du règlement (CEE) n° 1059/69

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1059/69 du Conseil, du 28 mai 1969, déterminant le régime d'échanges applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 609/72 ⁽²⁾, et notamment ses articles 6 et 7 ;

considérant que, par règlement (CEE) n° 619/72, du 23 mars 1972 ⁽³⁾, la Commission a déterminé les montants des éléments mobiles applicables pendant le deuxième trimestre 1972, à l'importation dans la Communauté des marchandises relevant du règlement (CEE) n° 1059/69 du Conseil ;

considérant toutefois que, étant donné que les prix de seuil du lait et des produits laitiers valables pendant la campagne 1972/1973 n'avaient pas été arrêtés à la date du 15 mars 1972, les montants des éléments mobiles applicables à l'importation des marchandises fabriquées à partir de ces produits de base ont été calculés, conformément aux dispositions de l'article 7 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1059/69, sur la base des prix de seuil desdits produits valables pour la campagne 1971/1972 ;

considérant que, conformément à l'article 7 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1059/69, lorsqu'il est fait application des dispositions du paragraphe 1 de cet article, des éléments mobiles rectifiés doivent

être fixés par la Commission et rendus applicables au plus tard le seizième jour qui suit la date à laquelle a été fixée la donnée qui faisait défaut ;

considérant que les prix de seuil du lait et des produits laitiers valables pour la campagne 1972/1973 ont été fixés par le règlement (CEE) n° 648/72 du Conseil, du 30 mars 1972 ⁽⁴⁾ ; qu'il s'ensuit que les prix du seuil des produits de base à prendre en considération pour les mois d'avril, mai et juin 1972, s'établissent comme suit :

Lait écrémé en poudre :	67,000	UC/100 kg
Lait entier en poudre :	116,700	UC/100 kg
Beurre :	201,150	UC/100 kg ;

considérant que, compte tenu du nombre important des marchandises pour lesquelles des éléments mobiles rectifiés sont à fixer sur la base de ces nouveaux prix de seuil, il est souhaitable, dans un souci de simplification administrative, de remplacer dans sa totalité l'annexe I du règlement (CEE) n° 619/72 ;

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'annexe I du règlement (CEE) n° 619/72 est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 avril 1972.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 avril 1972.

Par la Commission

Le président

S. L. MANSCHOLT

⁽¹⁾ JO n° L 141 du 12. 6. 1969, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 75 du 28. 3. 1972, p. 6.

⁽³⁾ JO n° L 76 du 29. 3. 1972, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 79 du 1. 4. 1972, p. 4.

ANNEXE I — ANHANG I — ALLEGATO I — BIJLAGE I ⁽¹⁾

Montants des éléments mobiles (par 100 kg de marchandises) applicables, à compter du 14 avril et jusqu'au 30 juin 1972, à l'importation dans la Communauté

Bewegliche Teilbeträge bei der Einfuhr in die Gemeinschaft (pro 100 kg Waren), anwendbar vom 14. April bis 30. Juni 1972

Importi degli elementi mobili all'importazione nella Comunità (di 100 kg di merci) validi dal 14 aprile al 30 giugno 1972

Bedragen van de variabele elementen die van 14 april tot en met 30 juni 1972 van toepassing zijn bij de invoer in de Gemeenschap (per 100 kg goederen)

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	U.C./RE	Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België	Deutschland (BR)	France	Italia	Luxembourg	Nederland
		FB	DM	FF	Lit.	Flux.	Fl.
17.04 B I	4,27	213,50	15,63	23,72	2 669	213,50	15,46
17.04 B II	4,92	246,00	18,01	27,33	3 075	246,00	17,81
17.04 C	10,72	536,00	39,24	59,54	6 700	536,00	38,81
17.04 D I a)	2,36	118,00	8,64	13,11	1 475	118,00	8,54
17.04 D I b) 1	2,07	103,50	7,58	11,50	1 294	103,50	7,49
17.04 D I b) 2	2,93	146,50	10,72	16,27	1 831	146,50	10,61
17.04 D I b) 3 aa)	3,80	190,00	13,91	21,11	2 375	190,00	13,76
17.04 D I b) 3 bb)	6,23	311,50	22,80	34,60	3 894	311,50	22,55
17.04 D I b) 4	4,57	228,50	16,73	25,38	2 856	228,50	16,54
17.04 D I b) 5	5,05	252,50	18,48	28,05	3 156	252,50	18,28
17.04 D I b) 6	5,54	277,00	20,28	30,77	3 463	277,00	20,05
17.04 D I b) 7	5,93	296,50	21,70	32,94	3 706	296,50	21,47
17.04 D I b) 8	6,41	320,50	23,46	35,60	4 006	320,50	23,20
17.04 D II a)	9,42	471,00	34,48	52,32	5 888	471,00	34,10
17.04 D II b) 1	9,75	487,50	35,69	54,15	6 094	487,50	35,30
17.04 D II b) 2	10,95	547,50	40,08	60,82	6 844	547,50	39,64
17.04 D II b) 3	10,19	509,50	37,30	56,60	6 369	509,50	36,89
17.04 D II b) 4	8,47	423,50	31,00	47,04	5 294	423,50	30,66
18.06 A I	4,05	202,50	14,82	22,49	2 531	202,50	14,66
18.06 A II	5,06	253,00	18,52	28,10	3 163	253,00	18,32

⁽¹⁾ Les équivalences en monnaies nationales des montants en unités de compte ne sont données qu'à titre d'information.

Die den Beträgen in Rechnungseinheiten entsprechenden Wertangaben in den nationalen Währungen erfolgen nur zur Information.

Il cambio, nelle monete nazionali, degli importi espressi in unità di conto è dato solamente a titolo informativo.

De gelijkwaardigheid van de bedragen in rekeneenheden, uitgedrukt in nationale muntwaarde, is slechts bij wijze van toelichting vermeld.

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	U.C./RE	Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België	Deutschland (BR)	France	Italia	Luxembourg	Nederland
		FB	DM	FF	Lit.	Flux.	Fl.
18.06 A III	6,75	337,50	24,71	37,49	4 219	337,50	24,44
18.06 B I	1,84	92,00	6,73	10,22	1 150	92,00	6,66
18.06 B II a)	10,18	509,00	37,26	56,54	6 363	509,00	36,85
18.06 B II b)	14,79	739,50	54,13	82,15	9 244	739,50	53,54
18.06 C I	9,40	470,00	34,40	52,21	5 875	470,00	34,03
18.06 C II a) 1	3,04	152,00	11,13	16,88	1 900	152,00	11,00
18.06 C II a) 2	3,71	185,50	13,58	20,61	2 319	185,50	13,43
18.06 C II b) 1	7,94	397,00	29,06	44,10	4 963	397,00	28,74
18.06 C II b) 2	9,86	493,00	36,09	54,76	6 163	493,00	35,69
18.06 C II b) 3	11,82	591,00	43,26	65,65	7 388	591,00	42,79
18.06 C II b) 4	14,13	706,50	51,72	78,48	8 831	706,50	51,15
18.06 D I a)	1,72	86,00	6,30	9,55	1 075	86,00	6,23
18.06 D I b)	1,72	86,00	6,30	9,55	1 075	86,00	6,23
18.06 D II a) 1	9,52	476,00	34,84	52,88	5 950	476,00	34,46
18.06 D II a) 2	9,52	476,00	34,84	52,88	5 950	476,00	34,46
18.06 D II b) 1	33,31	1 665,50	121,91	185,01	20 819	1 665,50	120,58
18.06 D II b) 2 aa)	16,77	838,50	61,38	93,14	10 481	838,50	60,71
18.06 D II b) 2 bb)	33,31	1 665,50	121,91	185,01	20 819	1 665,50	120,58
18.06 D II c) 1	{ Régime du n° 21.07 F VI à IX Regelung in Tarifnummer 21.07 F VI bis IX Vedere regime del n. 21.07 F da VI a IX Regeling van post 21.07 F VI tot IX						
18.06 D II c) 2	{ Régime du n° 21.07 F VI à IX Regelung in Tarifnummer 21.07 F VI bis IX Vedere regime del n. 21.07 F da VI a IX Regeling van post 21.07 F VI tot IX						
19.01 A	8,20	410,00	30,01	45,54	5 125	410,00	29,68
19.01 B	6,69	334,50	24,49	37,16	4 181	334,50	24,22
19.02 A	7,98	399,00	29,21	44,32	4 988	399,00	28,89
19.02 B I a) 1	1,53	76,50	5,60	8,50	956	76,50	5,54
19.02 B I a) 2 aa)	4,57	228,50	16,73	25,38	2 856	228,50	16,54
19.02 B I a) 2 bb)	6,93	346,50	25,36	38,49	4 331	346,50	25,09
19.02 B I b) 1	3,06	153,00	11,20	17,00	1 913	153,00	11,08
19.02 B I b) 2	6,07	303,50	22,22	33,71	3 794	303,50	21,97
19.02 B I c) 1	3,47	173,50	12,70	19,27	2 169	173,50	12,56

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	U.C./RE	Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België	Deutschland (BR)	France	Italia	Luxembourg	Nederland
		FB	DM	FF	Lit.	Flux.	Fl.
19.02 B I c) 2	4,11	205,50	15,04	22,83	2 569	205,50	14,88
19.02 B I d) 1	6,45	322,50	23,61	35,82	4 031	322,50	23,35
19.02 B I d) 2	3,42	171,00	12,52	19,00	2 138	171,00	12,38
19.02 B I e) 1	10,11	505,50	37,00	56,15	6 319	505,50	36,60
19.02 B I e) 2	10,21	510,50	37,37	56,71	6 381	510,50	36,96
19.02 B I f) 1	1,63	81,50	5,97	9,05	1 019	81,50	5,90
19.02 B I f) 2	10,21	510,50	37,37	56,71	6 381	510,50	36,96
19.02 B I g)	2,24	112,00	8,20	12,44	1 400	112,00	8,11
19.02 B II a)	9,18	459,00	33,60	50,99	5 738	459,00	33,23
19.02 B II b)	16,80	840,00	61,49	93,31	10 500	840,00	60,82
19.03 A	11,29	564,50	41,32	62,71	7 056	564,50	40,87
19.03 B I	11,29	564,50	41,32	62,71	7 056	564,50	40,87
19.03 B II	10,87	543,50	39,78	60,37	6 794	543,50	39,35
19.04	2,24	112,00	8,20	12,44	1 400	112,00	8,11
19.05 A	9,51	475,50	34,81	52,82	5 944	475,50	34,43
19.05 B	21,01	1 050,50	76,90	116,69	13 131	1 050,50	76,06
19.05 C	14,58	729,00	53,36	80,98	9 113	729,00	52,78
19.06	7,64	382,00	27,96	42,43	4 775	382,00	27,66
19.07 A	7,69	384,50	28,15	42,71	4 806	384,50	27,84
19.07 B	10,30	515,00	37,70	57,21	6 438	515,00	37,29
19.07 C	25,13	1 256,50	91,98	139,58	15 706	1 256,50	90,97
19.07 D I	4,60	230,00	16,84	25,55	2 875	230,00	16,65
19.07 D II	8,15	407,50	29,83	45,27	5 094	407,50	29,50
19.08 A I	6,58	329,00	24,08	36,55	4 113	329,00	23,82
19.08 A II	6,71	335,50	24,56	37,27	4 194	335,50	24,29
19.08 A III	6,84	342,00	25,03	37,99	4 275	342,00	24,76
19.08 B I a)	3,38	169,00	12,37	18,77	2 113	169,00	12,24
19.08 B I b)	6,08	304,00	22,25	33,77	3 800	304,00	22,01
19.08 B II a)	3,43	171,50	12,55	19,05	2 144	171,50	12,42
19.08 B II b) 1	5,12	256,00	18,74	28,44	3 200	256,00	18,53
19.08 B II b) 2	13,71	685,50	50,18	76,15	8 569	685,50	49,63
19.08 B II c) 1	5,80	290,00	21,23	32,21	3 625	290,00	21,00
19.08 B II c) 2	14,39	719,50	52,67	79,92	8 994	719,50	52,09

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat						
	U.C./RE	Belgique/ België	Deutschland (BR)	France	Italia	Luxembourg	Nederland
		FB	DM	FF	Lit.	Flux.	Fl.
19.08 B II d) 1	6,81	340,50	24,92	37,82	4 256	340,50	24,65
19.08 B II d) 2	15,40	770,00	56,36	85,53	9 625	770,00	55,75
19.08 B III a) 1	6,01	300,50	22,00	33,38	3 756	300,50	21,76
19.08 B III a) 2	16,75	837,50	61,31	93,03	10 469	837,50	60,64
19.08 B III b) 1	7,02	351,00	25,69	38,99	4 388	351,00	25,41
19.08 B III b) 2	15,61	780,50	57,13	86,70	9 756	780,50	56,51
19.08 B III c) 1	8,71	435,50	31,88	48,38	5 444	435,50	31,53
19.08 B III c) 2	17,82	891,00	65,22	98,98	11 138	891,00	64,51
19.08 B IV a) 1	8,58	429,00	31,40	47,65	5 363	429,00	31,06
19.08 B IV a) 2	14,31	715,50	52,37	79,48	8 944	715,50	51,80
19.08 B IV b) 1	8,74	437,00	31,99	48,54	5 463	437,00	31,64
19.08 B IV b) 2	16,44	822,00	60,17	91,31	10 275	822,00	59,51
19.08 B V a)	10,30	515,00	37,70	57,21	6 438	515,00	37,29
19.08 B V b)	10,11	505,50	37,00	56,15	6 319	505,50	36,60
21.01 A II	5,76	288,00	21,08	31,99	3 600	288,00	20,85
21.01 B II	10,30	515,00	37,70	57,21	6 438	515,00	37,29
21.06 A II a)	0	0	0	0	0	0	0
21.06 A II b)	0	0	0	0	0	0	0
21.07 A I	4,46	223,00	16,32	24,77	2 788	223,00	16,15
21.07 A II	21,01	1 050,50	76,90	116,69	13 131	1 050,50	76,06
21.07 A III	11,77	588,50	43,08	65,37	7 356	588,50	42,61
21.07 B I	4,46	223,00	16,32	24,77	2 788	223,00	16,15
21.07 B II a)	2,77	138,50	10,14	15,39	1 731	138,50	10,03
21.07 B II b)	7,84	392,00	28,69	43,54	4 900	392,00	28,38
21.07 C I	1,84	92,00	6,73	10,22	1 150	92,00	6,66
21.07 C II a)	10,18	509,00	37,26	56,54	6 363	509,00	36,85
21.07 C II b)	14,79	739,50	54,13	82,15	9 244	739,50	53,54
21.07 D I a) 1	1,34	67,00	4,90	7,44	838	67,00	4,85
21.07 D I a) 2	34,55	1 727,50	126,45	191,90	21 594	1 727,50	125,07
21.07 D I b) 1	0	0	0	0	0	0	0
21.07 D I b) 2	4,22	211,00	15,45	23,44	2 638	211,00	15,28
21.07 D I b) 3	30,71	1 535,50	112,40	170,57	19 194	1 535,50	111,17
21.07 D II a) 1	1,49	74,50	5,45	8,28	931	74,50	5,39

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	U.C./RE	État membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat					
		Belgique/ België	Deutschland (BR)	France	Italia	Luxembourg	Nederland
		FB	DM	FF	Lit.	Flux.	Fl.
21.07 D II a) 2	2,16	108,00	7,91	12,00	1 350	108,00	7,82
21.07 D II a) 3	2,75	137,50	10,07	15,27	1 719	137,50	9,96
21.07 D II a) 4	3,94	197,00	14,42	21,88	2 463	197,00	14,26
21.07 D II b)	38,39	1 919,50	140,51	213,23	23 994	1 919,50	138,97
21.07 E	23,04	1 152,00	84,33	127,97	14 400	1 152,00	83,40
21.07 F I a) 2 aa)	3,43	171,50	12,55	19,05	2 144	171,50	12,42
21.07 F I a) 2 bb)	5,15	257,50	18,85	28,60	3 219	257,50	18,64
21.07 F I a) 2 cc)	6,86	343,00	25,11	38,10	4 288	343,00	24,83
21.07 F I b) 1	0,95	47,50	3,48	5,28	594	47,50	3,44
21.07 F I b) 2 aa)	4,11	205,50	15,04	22,83	2 569	205,50	14,88
21.07 F I b) 2 bb)	5,82	291,00	21,30	32,33	3 638	291,00	21,07
21.07 F I b) 2 cc)	7,54	377,00	27,60	41,88	4 713	377,00	27,29
21.07 F I c) 1	1,69	84,50	6,19	9,39	1 056	84,50	6,12
21.07 F I c) 2 aa)	5,12	256,00	18,74	28,44	3 200	256,00	18,53
21.07 F I c) 2 bb)	6,84	342,00	25,03	37,99	4 275	342,00	24,76
21.07 F I c) 2 cc)	8,12	406,00	29,72	45,10	5 075	406,00	29,39
21.07 F I d) 1	3,04	152,00	11,13	16,88	1 900	152,00	11,00
21.07 F I d) 2 aa)	6,47	323,50	23,68	35,94	4 044	323,50	23,42
21.07 F I d) 2 bb)	7,76	388,00	28,40	43,10	4 850	388,00	28,09
21.07 F I e) 1	5,40	270,00	19,76	29,99	3 375	270,00	19,55
21.07 F I e) 2	7,12	356,00	26,06	39,55	4 450	356,00	25,77
21.07 F I f)	6,41	320,50	23,46	35,60	4 006	320,50	23,20
21.07 F II a) 1	7,68	384,00	28,11	42,66	4 800	384,00	27,80
21.07 F II a) 2 aa)	11,11	555,50	40,66	61,71	6 944	555,50	40,22
21.07 F II a) 2 bb)	12,83	641,50	46,96	71,26	8 019	641,50	46,44
21.07 F II a) 2 cc)	14,54	727,00	53,22	80,76	9 088	727,00	52,63
21.07 F II b) 1	8,62	431,00	31,55	47,88	5 388	431,00	31,20
21.07 F II b) 2 aa)	11,79	589,50	43,15	65,48	7 369	589,50	42,68
21.07 F II b) 2 bb)	13,50	675,00	49,41	74,98	8 438	675,00	48,87
21.07 F II c) 1	9,37	468,50	34,29	52,04	5 856	468,50	33,92
21.07 F II c) 2 aa)	12,80	640,00	46,85	71,09	8 000	640,00	46,34
21.07 F II c) 2 bb)	14,09	704,50	51,57	78,26	8 806	704,50	51,01
21.07 F II d) 1	10,72	536,00	39,24	59,54	6 700	536,00	38,81

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tariefnummer	État membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat						
	U.C./RE	Belgique/ België	Deutschland (BR)	France	Italia	Luxembourg	Nederland
		FB	DM	FF	Lit.	Flux.	Fl.
21.07 F II d) 2	13,72	686,00	50,22	76,20	8 575	686,00	49,67
21.07 F II c)	12,74	637,00	46,63	70,76	7 963	637,00	46,12
21.07 F III a) 1	15,36	768,00	56,22	85,31	9 600	768,00	55,60
21.07 F III a) 2 aa)	18,79	939,50	68,77	104,36	11 744	939,50	68,02
21.07 F III a) 2 bb)	20,51	1 025,50	75,07	113,92	12 819	1 025,50	74,25
21.07 F III b) 1	16,30	815,00	59,66	90,53	10 188	815,00	59,01
21.07 F III b) 2	19,46	973,00	71,22	108,08	12 163	973,00	70,45
21.07 F III c) 1	17,05	852,50	62,40	94,70	10 656	852,50	61,72
21.07 F III c) 2	20,05	1 002,50	73,38	111,36	12 531	1 002,50	72,58
21.07 F III d) 1	18,40	920,00	67,34	102,20	11 500	920,00	66,61
21.07 F III d) 2	19,68	984,00	72,03	109,31	12 300	984,00	71,24
21.07 F III e)	19,41	970,50	71,04	107,81	12 131	970,50	70,26
21.07 F IV a) 1	23,04	1 152,00	84,33	127,97	14 400	1 152,00	83,40
21.07 F IV a) 2	26,47	1 323,50	96,88	147,02	16 544	1 323,50	95,82
21.07 F IV b) 1	23,98	1 199,00	87,77	133,19	14 988	1 199,00	86,81
21.07 F IV b) 2	26,19	1 309,50	95,86	145,46	16 369	1 309,50	94,81
21.07 F IV c)	24,72	1 236,00	90,48	137,30	15 450	1 236,00	89,49
21.07 F V a) 1	34,55	1 727,50	126,45	191,90	21 594	1 727,50	125,07
21.07 F V a) 2	35,41	1 770,50	129,60	196,67	22 131	1 770,50	128,18
21.07 F V b)	35,23	1 761,50	128,94	195,67	22 019	1 761,50	127,53
21.07 F VI a) 1	35,80	1 790,00	131,03	198,84	22 375	1 790,00	129,60
21.07 F VI a) 2	39,23	1 961,50	143,58	217,89	24 519	1 961,50	142,01
21.07 F VI b) 1	37,15	1 857,50	135,97	206,34	23 219	1 857,50	134,48
21.07 F VI b) 2	39,73	1 986,50	145,41	220,67	24 831	1 986,50	143,82
21.07 F VI c)	38,84	1 942,00	142,15	215,72	24 275	1 942,00	140,60
21.07 F VII a) 1	55,13	2 756,50	201,78	306,20	34 456	2 756,50	199,57
21.07 F VII a) 2	57,09	2 854,50	208,95	317,09	35 681	2 854,50	206,67
21.07 F VII b) 1	56,48	2 824,00	206,72	313,70	35 300	2 824,00	204,46
21.07 F VII b) 2	56,91	2 845,50	208,29	316,09	35 569	2 845,50	206,01
21.07 F VIII a)	70,89	3 544,50	259,46	393,74	44 306	3 544,50	256,62
21.07 F VIII b)	71,56	3 578,00	261,91	397,46	44 725	3 578,00	259,05
21.07 F IX	85,92	4 296,00	314,47	477,22	53 700	4 296,00	311,03

Position tarifaire Tarifnummer Voce della tariffa Tarietnummer	Etat membre importateur — Einführender Mitgliedstaat — Stato membro importatore — Invoerende Lid-Staat						
	U.C./RE	Belgique/ België	Deutschland (BR)	France	Italia	Luxembourg	Nederland
		FB	DM	FF	Lit.	Flux.	Fl.
22.02 B I	0,79	39,50	2,89	4,39	494	39,50	2,86
22.02 B II	2,98	149,00	10,91	16,55	1 863	149,00	10,79
22.02 B III	5,67	283,50	20,75	31,49	3 544	283,50	20,53
29.04 C II	0	0	0	0	0	0	0
29.04 C III a) 1	2,04	102,00	7,47	11,33	1 275	102,00	7,38
29.04 C III a) 2	0	0	0	0	0	0	0
29.04 C III b) 1	2,91	145,50	10,65	16,16	1 819	145,50	10,53
29.04 C III b) 2	0	0	0	0	0	0	0
35.05 A	2,24	112,00	8,20	12,44	1 400	112,00	8,11
35.05 B I	0,57	28,50	2,09	3,17	356	28,50	2,06
35.05 B II	1,13	56,50	4,14	6,28	706	56,50	4,09
35.05 B III	1,79	89,50	6,55	9,94	1 119	89,50	6,48
35.05 B IV	2,24	112,00	8,20	12,44	1 400	112,00	8,11
38.12 A I a)	1,13	56,50	4,14	6,28	706	56,50	4,09
38.12 A I b)	1,57	78,50	5,75	8,72	981	78,50	5,68
38.12 A I c)	1,91	95,50	6,99	10,61	1 194	95,50	6,91
38.12 A I d)	2,24	112,00	8,20	12,44	1 400	112,00	8,11

RECTIFICATIFS

Rectificatif à la résolution du Conseil, du 17 décembre 1970, concernant les modalités d'adoption de programmes de recherches et d'enseignement

(Journal officiel des Communautés européennes n° L 16 du 20 janvier 1971, page 13)

Le paragraphe 1 est complété par la première phrase du paragraphe 2.

Il convient donc de supprimer cette phrase au paragraphe 2.

Rectificatif au règlement (CEE) n° 685/72 de la Commission, du 4 avril 1972, concernant une adjudication permanente pour la détermination de la restitution à l'exportation pour le sucre blanc

(Journal officiel des Communautés européennes n° L 81 du 5 avril 1972)

A la page 13, colonne de droite, 12^e ligne :

au lieu de : par le règlement (CEE) n° 2849/70 ⁽⁹⁾,

lire : par le règlement (CEE) n° 2849/71 ⁽⁹⁾.

La foot-note ⁽⁹⁾ même page :

au lieu de : ⁽⁹⁾ JO n° L 286 du 30.12.1970, p. 24.

lire : ⁽⁹⁾ JO n° L 286 du 30.12.1971, p. 24.

**8298 — Études — Série « Concurrence — Rapprochement des législations » N° 12 —
Recours juridictionnels contre les actes administratifs spécialement économiques dans le
droit des États membres des Communautés**

1971 — 63 pages (allemand, français, italien, néerlandais)

FB 150,— ; FF 16,50 ; DM 11,— ; Lit 1 870,— ; Fl 11,— ; £sd 15.0 ; £p 1.25 ; \$ 3.00

Les États membres possèdent différentes institutions de contrôle de la légalité des actes administratifs. Ce contrôle incombe parfois aux tribunaux ordinaires, le plus souvent cependant à des tribunaux administratifs, qui s'occupent exclusivement des litiges administratifs. En ce qui concerne la distribution des compétences en matière de contrôle entre juridiction ordinaire et juridiction administrative comme en ce qui concerne l'étendue de ce contrôle (quant à la nature des actes et au point de vue matériel) il existe des différences sensibles entre les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres des Communautés.

La procédure proprement dite également, qui peut influencer considérablement sur l'efficacité de la protection, diffère sur de nombreux points. Cela vaut par exemple pour l'existence et les conséquences d'une phase administrative préliminaire, pour l'effet suspensif ou non suspensif des recours, pour les conditions de recevabilité d'un recours (lésion d'un droit ou lésion d'un intérêt), pour les délais, pour les règles de forme relatives à l'introduction du recours et, finalement, pour les frais et les dépens.

Le professeur Auby, avec la collaboration du professeur Fromont, a entrepris la première étude en son genre visant à comparer les différences essentielles entre les législations des États membres en ce qui concerne les recours juridictionnels contre les actes administratifs économiques. Ils montrent que, selon les dispositions de tous les États membres, des actes administratifs peuvent être contrôlés par des tribunaux administratifs ou par des tribunaux ordinaires.

Comme les techniques de contrôle, très différentes à plusieurs égards, semblent cependant conduire à des résultats équivalents pour l'essentiel, un rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administrative des divers États en la matière n'est donc pas considéré comme absolument nécessaire.

En ce qui concerne toutefois la procédure proprement dite, les experts proposent de procéder à certains rapprochements. Cela devrait permettre d'éviter, par exemple, qu'un requérant d'un autre État membre de la Communauté, par ignorance des voies de recours ou des délais, ne puisse profiter des possibilités de recours juridictionnel qui s'offrent à lui également dans le pays voisin.

L'étude des professeurs Auby et Fromont fournit de nombreuses informations sur un domaine juridique qui n'avait guère été étudié jusqu'à présent. Elle incite à réfléchir aux nombreuses questions que posent les différences existant entre des systèmes de protection juridique des États membres, eu égard aux exigences d'un marché commun qui doit fonctionner sans distorsions de la concurrence.

